

Communiqué

« La nécessité d'une réaction coordonnée de toutes les forces combattives des deux côtés de la Méditerranée est plus que jamais visible »

mardi 18 janvier 2011, par [Réseau Syndical Euro-Méditerranéen](#) (Date de rédaction antérieure : 16 janvier 2011).

Communiqué de presse du Réseau Euro-Méditerranéen, 5^e rencontre, Oran, le 16 janvier 2011.

Nous, membres du Réseau Syndical Euro-Méditerranéen, saluons la victoire historique du peuple tunisien : cette victoire est celle de la jeunesse, des défenseurs des droits de l'homme comme notamment les avocats et des syndicalistes. Nous leur apportons tout notre soutien dans le dur processus de construction de la démocratie qu'ils ont entamé. Ces émeutes n'étaient pas que des émeutes du ventre. Les membres du réseau ont chacun participé dans leurs pays aux rassemblements et manifestations de soutien aux revendications légitimes des révoltés en Tunisie et en Algérie.

Depuis le procès inique des manifestants du bassin minier de Gafsa le réseau n'a cessé de dénoncer les exactions de la dictature de non regretté Ben Ali.

En Algérie, les derniers événements montrent la colère d'une jeunesse privée de tout et d'abord des libertés les plus élémentaires. Nous apportons notre soutien total à toutes les forces qui luttent dans le pays pour le respect de droits qu'au nom de l'état d'urgence le pouvoir bafoue. Nous sommes solidaires des luttes des syndicats autonomes et la décision de tenir la 5^e réunion du réseau à Oran doit être comprise en ce sens.

Ces émeutes, d'autre part, ne sont qu'une des conséquences de la spéculation sur les matières premières, preuve que là aussi encore on nous demande de payer leur crise, celle provoquée par des financiers auxquels les dictateurs permettent pourtant toujours de piller leur pays. Nous constatons qu'outre les libertés essentielles des citoyens, ce sont également les conditions de travail de tous qui se dégradent.

Au Maroc, les licenciements se multiplient comme dans les multinationales Mornatex et Cloman. Dans ce pays encore, des réformes préparent de graves régressions sociales dans la fonction publique et vont augmenter encore le cortège des chômeurs dont les jeunes sont les premières victimes comme le dénonce notamment l'ANDCM avec les syndicats combattifs.

Cette situation est évidemment celle de l'Europe aussi dans laquelle les pouvoirs multiplient les plans d'austérité et la casse des services publics en appauvrissant toujours plus les populations. La lutte contre le hold-up que constitue la pseudo-réforme des retraites en France en est l'illustration.

En Espagne, les mobilisations ont été massives contre la réforme du code du travail et maintenant aussi des retraites et l'augmentation du chômage et de la précarité intensifient la paupérisation de tous.

Dans chaque pays, ces fléaux sont le résultat direct de politiques telle l'AGCS, d'une privatisation de tous les services publics, commandées par l'OMC et le FMI qui entendent aujourd'hui nous faire payer leur crise, c'est-à-dire leurs problèmes de trésorerie interne.

La nécessité d'une réaction coordonnée de toutes les forces combattives des deux côtés de la Méditerranée est plus que jamais visible. Nous continuons aujourd'hui à unir nos forces et à nous organiser. Dans l'immédiat,

- Nous exigeons la libération sans condition de tous les émeutiers en Algérie et en Tunisie. Le réseau se donne pour premier objectif d'envoyer sous peu une délégation en Tunisie et de poursuivre son travail de mobilisation dans les pays du réseau.
- Nous exigeons le respect des droits constitutionnels et des libertés en Algérie et dénonçons les manœuvres et le harcèlement que subissent les syndicats autonomes.
- Nous exigeons l'arrêt des licenciements massifs partout en Europe et dans le Maghreb et nous dénonçons la dictature de l'OMC et du FMI.
- Nous dénonçons une répression toujours plus violente des mouvements sociaux : arrestations, mises en examen, licenciements des militants sont désormais le lot de tous.

Organisation Démocratique du Travail (ODT), Maroc
SNAPAP, CLA, coordination nationale des sections CNES, Algérie
CGT, Espagne
CNT, Union Syndicale SOLIDAIRES, France

